

Communiqué de presse

Le 12 septembre 2006

Le Conseil des académies canadiennes publie sa première étude : Les atouts du Canada en S et T

OTTAWA – Dans l'ensemble, le Canada est fort en recherche et généralement bien équipé technologiquement, mais tire de l'arrière dans la conversion de sa force en recherche en force d'innovation, selon une nouvelle étude publiée aujourd'hui par le Conseil des académies canadiennes.

Le rapport, intitulé *L'État de la science et de la technologie au Canada* et préparé à la demande du gouvernement du Canada, explore les atouts du Canada en S et T afin de contribuer à établir le contexte aux fins de la considération du gouvernement de la politique relative à la S et T.

« Le rapport présente une image globale des atouts du Canada en S et T », dit Peter Nicholson, président et directeur général du Conseil des académies canadiennes. Le rapport ne recommande aucune priorité en S et T ou de politiques particulières. Il décrit ce qui est et ce qui se développe au moyen des meilleures preuves objectives disponibles dans les délais prescrits. »

Le rapport souligne quatre grandes grappes de forces reconnues en S et T selon les normes d'excellence internationales :

- le secteur des ressources naturelles;
- les technologies de l'information et des communications;
- les sciences et technologies de la santé et sciences de la vie connexes; et
- la science et la technologie de l'environnement.

Le rapport, commandé en juin 2006, avait pour mandat d'étudier et de faire rapport :

- des disciplines scientifiques dans lesquelles le Canada excelle dans un contexte international;
- des applications de la technologie dans lesquelles le Canada excelle dans un contexte international;
- des infrastructures en S et T qui procurent actuellement des avantages uniques au Canada; et

- des disciplines scientifiques et applications technologiques qui ont le potentiel d'émerger en tant que domaines dans lesquels le Canada se démarque de façon significative et qui génèrent des avantages économiques et sociaux importants.

L'étude était supervisée par un groupe de 10 experts, constituant le Comité sur L'État de la science et de la technologie au Canada. Le Comité a utilisé quatre « optiques » pour augmenter la confiance de ses conclusions, compte tenu de l'absence d'une mesure simple et unidimensionnelle de la force en S et T d'un pays. Ces optiques sont :

- Une enquête d'opinion: Une enquête en ligne à grande échelle sur les opinions des experts canadiens en S et T. Ces opinions éclairées constituent, collectivement un vaste tableau intégré.
- Données métriques : une analyse des données bibliométriques (la quantité et la qualité des recherches publiées dans les revues scientifiques) et des données technométriques (brevets accordés). Cela donne une perspective plus étroite mais plus précise et comparable à l'échelle internationale.
- Un regard depuis l'extérieur : Un sommaire des rapports et commentaires obtenus de sources étrangères et qui complètent l'auto-évaluation de l'enquête d'opinion.
- Documentation : Un examen des publications pertinentes notamment les indicateurs internationaux comparables sur le plan international des aspects importants des atouts en S et T au niveau national.

« Les résultats de l'enquête d'opinion, avec plus de 1 500 répondants, représentent les opinions d'une partie importante de la communauté de la S et T au Canada », précisait Elizabeth Dowdeswell, présidente du comité responsable du rapport. « Nous pensons que ce rapport apporte un fondement pour développer une compréhension à la fois profonde et vaste de notre système de S et T au Canada. »

Voici quelques conclusions :

L'opinion sur la force du Canada en science et technologie, dans l'ensemble, est un peu plus pessimiste que celle des répondants de l'enquête sur les atouts en S et T dans des domaines particuliers de recherche, d'application technologique et sur l'infrastructure. Moins de la moitié des répondants de l'enquête juge le Canada fort dans l'ensemble en S et T et environ le quart pense que nous sommes faibles par rapport à la moyenne des autres pays économiquement avancés. La perception de la tendance globale est plutôt pessimiste puisque environ 40 % pensent que le Canada perd du terrain. Seulement 28 % pensent que le Canada gagne du terrain alors que 32 % pensent que notre position demeure stable.

Le consensus est large, parmi les experts, sur les domaines les mieux placés pour développer une force prédominante dans l'avenir :

- les technologies de l'information et des communications;
- les biosciences et technologies;
- les sciences et technologies des matériaux; et
- les diverses applications de la nanotechnologie.

Les répondants à l'enquête ont identifié, par une forte marge, que les technologies de l'énergie constituaient le domaine dans lequel le Canada était le mieux placé pour développer une force prédominante dans l'avenir. Par ailleurs, l'enquête révèle que le Canada n'est pas en très bonne place dans le domaine de l'énergie verte.

L'enquête a aussi identifié un ensemble de technologies de la santé, dont le génie des tissus (p.ex., les cellules souches), l'élaboration de médicaments ciblant des tumeurs ou pathologies spécifiques, et les soins de santé basés sur la génétique « sur mesure », qui sont perçues comme ayant un grand potentiel pour le Canada.

Le rapport identifie l'infrastructure à l'appui de la « production du savoir » comme un atout canadien particulier. Les répondants à l'enquête donnent une note élevée à la Fondation canadienne pour l'innovation, au Programme des chaires de recherche du Canada, aux hôpitaux de recherche, aux universités et aux organismes fédérales de subvention de la recherche, en particulier les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG).

Parmi les éléments de l'infrastructure à l'appui de la commercialisation de la recherche, les plus fortes notes de l'enquête sont attribués au Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI), au crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental, aux Réseaux de centres d'excellence et à Génome Canada.

Le Comité note que la capacité en S&T du gouvernement du Canada est un actif national précieux étant donné que le gouvernement est souvent le seul prestataire possible de plusieurs services importants, p.ex., l'établissement des normes, des biens collectifs tel que le bureau météorologique et la commission géologique, les services nationaux de statistique, la science au service des fonctions réglementaires, la collecte sur une longue période de données d'observation (p.ex., pour appuyer la climatologie). Les répondants à l'enquête ont donné des cotes élevées à trois institutions fédérales : les laboratoires de lutte contre les maladies infectieuses, les instituts du CNRC et les autres laboratoires fédéraux ainsi que Statistique Canada.

Les résultats de l'enquête soulignent certains défis potentiels tels que la lacune perçue de l'infrastructure financière à l'appui de la S et T, l'état des capacités du Canada en matière de technologies du transport, les faiblesses perçues des composantes de l'industrie des produits forestiers et du secteur pharmaceutique, et l'opinion réservée des répondants sur les avantages, ou autres, de la S et T ou du système réglementaire du Canada.

- 4 -

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme indépendant à but non lucratif créé en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Le Conseil est une source d'évaluations crédibles, indépendantes et spécialisées de la science sous-tendant des enjeux urgents et des questions d'intérêt public. Le Conseil a débuté ses activités régulières en février 2006 ayant reçu une subvention de 30 millions de dollars du gouvernement du Canada à l'appui de ses opérations jusqu'à 2015.

- 30 -

Pour le rapport complet, visitez le site du Conseil: www.sciencepourlepublic.ca.

Pour obtenir plus d'information : Stephen Heckbert, Thornley Fallis Communications
(613) 231-3355 poste 225, heckbert@thornleyfallis.com